

Questions orales

du Commerce pour qu'au Québec, comme en Ontario et au Canada, l'industrie de la chaussure ait une viabilité assurée?

● (1420)

[Traduction]

L'hon. Ed Lumley (ministre d'État (Commerce international)): Madame le Président, j'ai bien reçu la lettre à laquelle le député fait allusion, tout comme je reçois les instances de nombreux députés de ce côté de la Chambre, en ce qui a trait à l'industrie de la chaussure. Nous examinons les moyens de corriger certaines des situations exposées dans la lettre.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'EXPLOITATION DE LA HOUILLE EN COLOMBIE-BRITANNIQUE—
L'ADJUDICATION DES CONTRATS À DES COMPAGNIES
JAPONAISES

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale. Hier, j'ai appris en Colombie-Britannique que des companies du Japon, de France et du Canada avaient fait des offres en vue d'obtenir deux autres contrats de fabrication reliés à l'exploitation de la houille dans la région nord-est de cette province. Le ministre savait-il que la soumission canadienne était la plus basse des trois, mais que, malgré tout, les projets et les emplois sont cédés à des pays étrangers? Le sait-il? Quand le gouvernement canadien prendra-t-il des mesures pour veiller à ce que ces emplois dans le domaine de la fabrication associés à l'exploitation des ressources demeurent au Canada?

Des voix: Bravo!

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale): Madame le Président, j'obtiendrai volontiers d'autres précisions au sujet de ces projets et je les transmettrai à mon ami. En principe, nous estimons que les companies canadiennes concurrentielles devraient avoir toutes les chances voulues . . .

M. Siddon: Ne devraient-elle pas avoir la préférence?

M. Gray: . . . de profiter des retombées industrielles d'importants projets de ce genre, et je m'efforcerais certes de faire respecter cette politique.

M. Broadbent: Madame le Président, je puis expliquer au ministre pourquoi. On me l'a aussi appris en Colombie-Britannique hier. Si le Canada a perdu ces emplois dans le secteur manufacturier, c'est principalement à cause de la politique des taux d'intérêt élevés du gouvernement. Les Japonais nous ont coupé l'herbe sous le pied en matière de financement en offrant

un taux d'intérêt de 8½ p. 100, aussi perdons-nous des emplois à cause de la politique des taux d'intérêt élevés du gouvernement. Voilà la raison.

Des voix: Bravo!

* * *

● (1425)

LE CONSEIL DES PORTS NATIONAUX

LE PROJET RIDLEY—L'ADJUDICATION DU CONTRAT À UNE
SOCIÉTÉ JAPONAISE

M. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, je voudrais poser au ministre une question connexe portant cette fois sur une autre société japonaise et le projet Ridley. Comme on le sait, on a annoncé la semaine dernière, que ce contrat avait été accordé à une société japonaise de préférence à une société canadienne même si cette dernière avait également présenté une soumission moins élevée. Le ministre pourrait-il nous confirmer qu'à cause de la perte de ce contrat, les Canadiens perdront 150,000 heures-hommes d'emploi qui auraient dû rester au Canada.

L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce): Je ne puis confirmer que nous y perdrons ce nombre d'heures-hommes. Je crois savoir que le contrat qui a été accordé prévoyait un contenu canadien de 53 p. 100. En soi, cela devrait engendrer un grand nombre d'emplois pour les Canadiens.

M. Broadbent: Madame le Président, je signale au ministre que la société canadienne, dont la soumission était plus basse, offrait un contenu canadien de 96 p. 100, ce qui est tout de même mieux que le pourcentage offert par la société japonaise.

Des voix: Bravo!

* * *

LES RESSOURCES NATIONALES

LES CONDITIONS DE LA VENTE AUX PAYS ÉTRANGERS

M. Edward Broadbent (Oshawa): Étant donné que le gouvernement a pour politique de céder nos ressources quasiment à n'importe quel prix et qu'il n'existe pas de programme connexe pour le développement du secteur manufacturier, je voudrais demander au ministre quand le gouvernement du Canada soumettra à la Chambre une politique de développement intégrée qui garantira que les ressources canadiennes ne seront vendues qu'aux prix les plus avantageux pour le Canada et seulement à des conditions qui incluront la création maximale d'emplois pour leur mise en valeur ici au Canada?

Des voix: Bravo!